

Renforcement de la résilience des communautés d'accueil touchées par le conflit à l'Est de la RDC (RESICO)

La résilience socioéconomique des déplacé·e·s internes et des membres des communautés d'accueil est renforcée, en tenant compte des besoins spécifiques au genre

Commettant	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ)	Zone	Nord-Kivu
Partenaire	Ministère du plan de la RDC	Durée	10/2023 – 09/2026

Situation dans la zone d'intervention

Selon les données de l'agence des nations unies pour la migration du mois d'avril 2024, nous comptons dans la province du Nord-Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo, plus de 1,5 millions de personnes déplacé·e·s internes.

Sur le nombre total des déplacé·e·s internes, environ 51 % sont des femmes et environ 59 % sont des enfants et des jeunes de moins de 18 ans. Surtout lors de la première phase des combats entre l'armée congolaise et la milice M23, qui ont éclaté en 2022, une proportion importante des personnes déplacées ont été accueillies par la population locale. Seule une minorité des déplacé·e·s internes vivent dans des camps. Par ailleurs, de nombreuses personnes déplacées internes campent sur le bord des routes ou dans des champs en friche, dans des abris sommaires, qu'elles construisent elles-mêmes avec des bâches et des sacs en plastique.

Pour les communautés et les familles d'accueil, faire face à ce défi est une tâche quasiment insurmontable. Les ressources déjà rares, telles que la terre, les produits alimentaires, l'eau, le bois de chauffage et le logement, sont soumises à une pression colossale, et la concurrence pour les emplois, déjà peu nombreux, est exceptionnellement élevée. Des conflits apparaissent entre les déplacé·e·s internes et les habitant·e·s des communautés d'accueil.

Figure : Site de Lushagala Extension au Nord-Kivu



La violence sexuelle et sexiste est très répandue dans l'Est de la R.D. Congo, aussi bien dans le contexte domestique et conjugal que dans le contexte du conflit. Les risques de violence sexuelle et sexiste sont actuellement accrus à Goma et dans le territoire de Nyiragongo. Les personnes déplacées internes sont particulièrement touchées : en effet, le ramassage du bois de chauffage, entre autres, les contraint à effectuer de longues marches, et elles sont donc particulièrement exposées. Les inégalités de genre restent fortement présentes. Bien que les femmes s'engagent souvent dans des initiatives de paix à l'échelle locale, elles ne sont que rarement associées aux mécanismes formels de résolution des conflits.

Objectif

Le projet RESICO a pour objectif : « La résilience socioéconomique des déplacé·e·s internes et des habitant·e·s des communautés d'accueil est renforcée en tenant compte des besoins spécifiques au genre ». La possibilité d'assurer sa subsistance et de résoudre les conflits de façon pacifique est un élément clé de

la résilience sociale. Il est impossible de garantir durablement la cohésion sociale sans l'autonomisation des femmes et la valorisation de leurs potentiels au service de la paix et du développement, ni sans la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes.

Stratégie et composantes

Afin de renforcer la capacité des communautés à mieux faire face à la situation de crise, l'approche du projet s'appuie sur les composantes suivantes :

Composante 1 : Promotion de l'emploi

La vulnérabilité économique est une conséquence d'un revenu insuffisant et de perspectives d'emploi limitées. Il est possible de réduire cette vulnérabilité par la qualification professionnelle et à l'aide de mesures génératrices de revenus. Une compréhension du marché par le projet va permettre d'offrir aux bénéficiaires, d'un côté, des mesures de qualification professionnelle de courte durée adaptées aux besoins du marché et, de l'autre côté, des mesures de promotion de la création des entreprises.

Composante 2 : Renforcement de la résilience

Les structures sociales patriarcales sont à l'origine du manque d'inclusion des femmes dans les processus décisionnels locaux, de leur participation insuffisante et de la prise en compte insatisfaisante de leurs besoins. De la même façon, les besoins des personnes déplacées internes ne sont pas bien pris en compte par les acteurs étatiques pour leur intégration.

Ainsi, le projet va renforcer le leadership féminin et les capacités des responsables locaux et acteurs non étatiques à concevoir, de manière pacifique et participative, les processus d'intégration en tenant compte de l'égalité des genres.

Composante 3 : Renforcement de la cohésion sociale

Les expériences dans des pays en crise ont montré qu'une plus grande implication des femmes dans la responsabilité sociale et dans la gestion des conflits conduit à une transformation des conflits et une consolidation de la paix plus efficaces. Pour renforcer le rôle des femmes, le projet va accompagner la mise en œuvre de microprojets des groupes de femmes dans les domaines de l'autonomisation des femmes et de la prévention de la violence sexuelle et sexiste, ainsi que la coexistence entre les différents groupes de population.

A travers les formations en masculinité positive et prévention des VSBG pour les hommes, le projet va agir sur la réticence des hommes à briser les structures de pouvoir sexistes envers les femmes et sur la culture de la violence prédominante dans la société congolaise.

Publié par :

Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société ; Bonn et Eschborn, Allemagne
T +49 (0) 619679-11 75
| www.giz.de

Projet « Renforcement de la résilience des communautés d'accueil
touchées par le conflit à l'Est de la RDC »

Q. Les Volcans, C. Goma, Goma
République Démocratique du Congo
Conseiller Technique Principal : Peter Neumann
E peter.neumann@giz.de

Mise à jour : Juillet 2024

Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ

Rédacteur : Le Sage NGOLA
Mise en page : Le Sage NGOLA

Photo : © Cluster CCCM Nord-Kivu

Sur mandat du : Ministère Fédéral de la Coopération Economique
et du Développement (BMZ)

Adresses des sièges du BMZ :

BMZ Bonn
Postfach 12 03 22
53045 Bonn
Allemagne
T +49 (0) 228 99 535-0

BMZ Berlin
Stresemannstraße 94
10963 Berlin
Allemagne
T +49 (0) 30 18 535-0